

Tours le 16 juin 2010

Pour nos retraites, Le jeudi 24 juin , tous-tes en grève et dans la rue Rdv 10h place de la liberté à Tours à la manifestation unitaire

En accord avec le MEDEF, et malgré les mobilisations du 23 mars et 27 mai dernier, le gouvernement précise ses attaques contre nos retraites :

- il veut aller encore plus loin dans la **baisse des pensions**,
- **Il interdit de partir en retraite à 60 ans** en repoussant l'âge légal à 62 ans, et à 67 ans l'âge qui supprime la décote de 5% par année manquante.
- Il veut **abaisser les salaires** des fonctionnaires en augmentant les cotisations retraite de 3%!
- Il renonce à augmenter les cotisations patronales et à taxer plus les hauts revenus de façon significative
- Il supprime dès 2012 la retraite anticipée pour les fonctionnaires (15 ans de service et 3 enfants)

Pour les salariés c'est la triple peine! Cotiser plus, plus longtemps, pour, au final, toucher moins! Pour le patronat, et les hauts revenus, tout baigne !
STOP A L'INJUSTICE SOCIALE!

NOS RETRAITES

1- Baisse des pensions:

Alors que la baisse des pensions a déjà fait des ravages depuis la réforme de 2003, le gouvernement veut aggraver la situation en allongeant encore la durée de cotisation. La pension baisse au fur et à mesure que l'inatteignable durée de cotisation s'allonge.

A cela il faut rajouter la décote de 5% par année manquante, c'est énorme! Le report de la barre des 65 qui annulait la décote va accentuer cette baisse.

2- Interdiction de partir à 60 ans

La productivité, le chômage, les études... font que les départs réels du travail s'effectuent avant 59 ans. Les salariés touchent le chômage en attendant leur 60 ans. Le report de l'âge légal de départ à la retraite (62 ans en 2018, 63 ans en 2022 ?) ne fera que prolonger cette période de chômage ! De plus, si on maintient les anciens plus longtemps au boulot, on maintient les plus jeunes au chômage! Aberrant!

3- Décote après 65 ans

Les plus précaires, aux carrières incomplètes, dont un grand nombre de femmes, celles et ceux qui ne peuvent pas partir avant, étaient obligé-es d'attendre 65 ans pour partir sans décote. Patronat et gouvernement repoussent cette limite à 67 ans!

Obliger, par pression financière, à partir au-delà de 65 ans, c'est priver les plus précaires de la jouissance de quelques années de retraite en bonne santé.

4- Augmenter les cotisations retraites des fonctionnaires:

Alors que les salaires sont quasiment bloqués depuis plusieurs années, le gouvernement décide d'augmenter les cotisations retraite de 7.85 à 10.51 % soit près de 3% de salaire! Quant à la retraite anticipée (15ans et 3 enfants) , elle sera supprimée dès 2012 ! Ce sont encore une fois les femmes qui seront les plus pénalisées.



**Partager les richesses
c'est taxer les profits,
pas notre niveau de vie**

LA RETRAITE À 70 ANS



Que veulent le Medef et le gouvernement?

ils veulent pousser les salariés vers l'épargne financière individuelle.

Le but inavoué est bien sûr d'offrir un marché fructueux aux entreprises spécialisées dans les produits d'épargne retraite (compagnies d'assurance, institutions financières) et substituer « en douceur » notre système de retraite par répartition qui fait appel à la solidarité à un système par capitalisation, qui renvoie à l'individualisme.

Le tout sous prétexte de « sauver notre système par répartition ».

D'autres solutions existent !

S'attaquer réellement au chômage, en diminuant le temps de travail, augmenter les cotisations patronales, augmenter les salaires, élargir l'assiette des cotisations aux revenus qui ne cotisent pas (dividendes, stock option, plus values financières, intéressements aux bénéfices, etc.) permettrait de:

- **Maintenir l'âge de départ à taux plein à 60 ans, avec un départ à 55 ans pour les travaux pénibles;**
- **Garantir un taux de remplacement de 75% du salaire calculé sur les 6 meilleurs mois pour tous, public et privé;**
- **Revenir à 37,5 annuités de cotisations pour une retraite à taux plein, pour tous, public et privé;**
- **Pas de retraite inférieure au SMIC;**
- **Indexer les pensions sur les salaires afin de maintenir la parité d'évolution des revenus entre actifs et retraités**

Le 27 mai, malgré les limites de l'appel unitaire, près d'un million de personnes, salarié-e-s du public et du privé, retraité-e-s, privé-e-s d'emploi et jeunes étaient dans la rue malgré l'intox du gouvernement qui répète mensonge sur mensonge pour faire passer sa contre-réforme, faire payer les salarié-es et épargner les plus aisés-es.

Pour Solidaires, la mobilisation doit encore être plus forte, ce gouvernement veut , en annonçant ces mesures quelques jours avant le 24 juin, tester notre capacité de mobilisation !

Soyons encore plus nombreux, du public comme du privé à dire STOP!

**Le 24 juin, ripostons par des grèves et des manifestations massives.
Le 24 juin, préparons les conditions d'une rentrée sociale très, très chaude en septembre, construisons la grève générale!**